

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU NORD - PREFECTURE DU PAS-de-CALAIS

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ARRETE INTERPREFECTORAL imposant des prescriptions complémentaires à la société B.P. FRANCE pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de COURCHELETES et CORBEHEM.

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

**LE PREFET DU PAS-de-CALAIS
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les actes réglementant les activités, au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement, de l'établissement sis sur le territoire des communes de COURCHELETES et de CORBEHEM de la Société B.P. FRANCE dont le siège social est situé Parc Saint-Christophe Newton 1, 10, avenue de l'Entreprise – 95866 CERGY PONTOISE CEDEX -, notamment l'arrêté interpréfectoral en date du 18 février 1991 ;

VU le rapport en date du 28 mai 2003 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort, qu'à la suite d'une visite d'inspection du site, il s'avère nécessaire de prescrire à l'exploitant une étude d'audibilité de sa sirène PPI afin de vérifier que les populations présentes dans le périmètre PPI de 1800 mètres sont bien alertées par cette sirène ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 15 juillet 2003 ;

SUR la proposition de Messieurs les secrétaires généraux des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais ;

ARRESENT :

ARTICLE 1^{er}. -

La Société B.P. FRANCE, dont le siège social est implanté Parc Saint-Christophe Newton 1, 10, avenue de l'Entreprise - 95866 CERGY PONTOISE CEDEX -, qui exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement de COURCHELETTES, est tenue de respecter les articles suivants.

ARTICLE 2. -

L'exploitant est tenu de réaliser, **pour le 15 octobre 2003**, une étude d'audibilité de sa sirène PPI.

Le but de cette étude est de vérifier que les populations présentes dans le périmètre PPI de 1800 mètres autour du site sont bien alertées par la sirène du site.

ARTICLE 3. -

Si cette étude met en évidence des zones d'ombre (liées à la présence d'obstacles ou de sources sonores particulièrement puissantes) ou si elle révèle une portée insuffisante de la sirène, l'exploitant est alors tenu d'engager, **pour le 15 novembre 2003**, les actions correctives nécessaires au respect des dispositions de l'article 7 de l'arrêté interpréfectoral du 18 février 1991.

ARTICLE 4. -

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5. -

Messieurs les secrétaires généraux des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais et Monsieur le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de COURCHELETTES (Nord)
- Monsieur le maire de CORBEHEM (Pas-de-Calais)
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

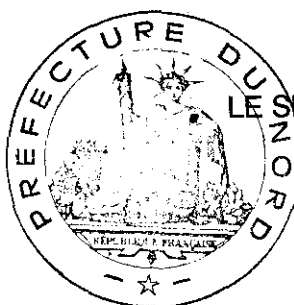
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de COURCHELETTES et de CORBEHEM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant ;

Fait à ARRAS, le 2 OCTOBRE 2003

Fait à LILLE, le 2 OCTOBRE 2003

LE PREFET,
pour le Préfet
le Sous-Préfet chargé de mission

Chantal CASTELNOT



LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT,

Christophe MARX.

pour ampliation,
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,

Gilles GENNEQUIN.